

Des élus colombiens demandent des sanctions contre le ministre de la Défense

Image not found or type unknown



Carlos Holmes a accueilli Mike Pompeo à Bogota.

Bogotá, 25 sept (RHC).- Des élus colombiens ont demandé une sanction contre le ministre de la Défense Carlos Holmes pour avoir permis la présence de troupes des États-Unis en Colombie.

22 élus d'opposition ont demandé au ministère public la destitution du ministre de la Défense pour violation de son devoir de fonctionnaire d'agir conformément à la Constitution.

«En réponse à l'insistance du ministre de la Défense, Carlos Holmes, de violer la Constitution de la Colombie pour permettre la présence de troupes de l'armée nord-américaine sur le territoire national, 22 membres d'opposition au Congrès ont déposé une plainte disciplinaire contre ce fonctionnaire devant le bureau du procureur général», a informé le sénateur du Parti Pôle démocratique Jorge Robledo, à la tête de l'initiative.

Le ministre de la Défense est accusé de violer la loi « avec le soutien du président Ivan Duque » et « afin de favoriser les intérêts de guerre du président des États-Unis, Donald Trump sur le continent».

Début juin, les États-Unis ont envoyé des unités de la Brigade d'assistance aux forces de sécurité (SFAB) en Colombie, une force d'assaut d'élite qui, selon Washington, cherche à aider Bogota dans la lutte contre le trafic de drogue, y compris le long de la frontière vénézuélienne.

Le gouvernement Duque a autorisé l'entrée de l'armée nord-américaine en dépit du fait qu'en juillet, le tribunal administratif du département de Cundinamarca a ordonné à l'exécutif de suspendre la mission du Commandement Sud de l'armée nord-américaine sur le sol colombien.

Source : HispanTV

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/235057-des-elus-colombiens-demandent-des-sanctions-contre-le-ministre-de-la-defense>



Radio Habana Cuba